



CONSEIL D'ÉTAT  
section de législation

RAAD VAN STATE  
afdeling Wetgeving

avis 53.452/2  
du 17 juin 2013

advies 53.452/2  
van 17 juni 2013

sur

over

un projet d'arrêté royal 'fixant  
le règlement organique du  
Service public fédéral Finances  
ainsi que les dispositions  
particulières applicables aux  
agents statutaires'

een ontwerp van koninklijk  
besluit 'tot vaststelling van het  
organiek reglement van de  
Federale Overheidsdienst  
Financiën en van de bijzondere  
bepalingen die van toepassing  
zijn op het statutair personeel'

Le 30 mai 2013, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre des Finances à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'fixant le règlement organique du Service public fédéral Finances ainsi que les dispositions particulières applicables aux agents statutaires'

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 17 juin 2013. La chambre était composée de Yves KREINS, président de chambre, Pierre VANDERNOOT et Martine BAGUET, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Alain LEFEBVRE, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 17 juin 2013.

\*

Op 30 mei 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Financiën verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een koninklijk besluit 'tot vaststelling van het organiek reglement van de Federale Overheidsdienst Financiën en van de bijzondere bepalingen die van toepassing zijn op het statutair personeel'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 17 juni 2013. De kamer was samengesteld uit Yves KREINS, kamervoorzitter, Pierre VANDERNOOT en Martine BAGUET, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Alain LEFEBVRE, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 17 juni 2013.

\*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

## EXAMEN DU PROJET

### PRÉAMBULE

1. Il y a lieu de mentionner la loi du 20 juillet 1990 avant l'arrêté royal du 2 octobre 1937.

2. Il n'y a pas lieu de mentionner l'arrêté royal du 8 août 1983 'relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les administrations de l'État' qui ne constitue pas le fondement du projet et n'est pas modifié par lui.

3. L'alinéa 5 mentionne l'arrêté royal du 3 décembre 2009 'organique des services opérationnels du Service public fédéral Finances'. Cette mention ne se justifie que si le projet modifie cet arrêté. Bien que le projet ne le prévoie pas, il y aurait effectivement lieu de modifier cet arrêté de la manière suivante :

1<sup>o</sup> abroger l'article 1<sup>er</sup> qui fait double emploi avec l'article 3 du projet ;

2<sup>o</sup> modifier l'article 5 afin de remplacer les mots « L'Administration générale de la lutte contre la fraude fiscale » par les mots « l'Administration générale de l'inspection spéciale des impôts » que retient l'article 3, 4<sup>o</sup>, du projet.

4. Il y a lieu de viser les textes abrogés par le projet dans leur ordre chronologique.

### DISPOSITIF

#### Article 2

Le 6<sup>o</sup> fait référence aux articles 2 à 6 de l'arrêté royal du 3 décembre 2009 'organique des services opérationnels du Service public fédéral finances'.

Or, l'article 12 de cet arrêté dispose qu'il « entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 1<sup>er</sup> à 7 du présent arrêté qui entrent en vigueur à la date fixée par le ministre qui a les Finances dans ses attributions ».

Il y a donc lieu de veiller à ce que le projet d'arrêté examiné n'entre pas en vigueur avant que n'entrent en vigueur les articles 2 à 6 de l'arrêté royal du 3 décembre 2009 précité.

La même observation vaut pour les articles 30, § 3, alinéa 4, et 35, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, qui font également référence aux articles 2 à 6 de l'arrêté royal du 3 décembre 2009 précité.

## TITRE 2, CHAPITRE 1<sup>ER</sup>

Le titre 2, chapitre 1<sup>er</sup>, intitulé « Structure de l'organisation du Service public » comprend les articles 3 à 13.

Les dispositions qui règlent l'organisation d'un département ministériel sont dépourvues du caractère réglementaire requis par l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, pour qu'elles relèvent de la compétence d'avis de la section de législation. Elles ne seront donc pas examinées.

## TITRE 3

1. Les dispositions du titre 3 font référence à de nombreuses reprises à des articles de l'arrêté royal du 7 août 1939 'organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'État' qui n'existent pas encore mais sont prévus dans un projet d'arrêté royal 'modifiant certaines dispositions relatives à l'accession au niveau A' sur lequel la section de législation a donné, le 27 décembre 2012, l'avis 52.494/2.

Il y a donc lieu de veiller à ce que le projet d'arrêté examiné n'entre pas en vigueur avant l'arrêté 'modifiant certaines dispositions relatives à l'accession au niveau A'.

2. L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que les dérogations par rapport au droit commun du statut administratif des agents de l'État doivent pouvoir se justifier au regard des articles 10 et 11 de la Constitution.

3. 1. Aux termes de l'article 19, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du projet, la promotion, le changement de grade ou la mutation supposent que le candidat soit lauréat de l'examen de carrière mentionné dans l'avis de vacance d'emploi.

Ce faisant, le projet à l'examen tend à concrétiser l'une des nouveautés de la réforme dans laquelle il s'inscrit à savoir, ainsi que le précise le rapport au Roi, « l'abandon des barrières entre les différentes entités du Service public fédéral finances, [...] nouveauté [qui] doit accroître la mobilité interne, sur base volontaire, au sein du département ».

Le rapport au Roi poursuit

« L'abandon des barrières entre les différentes entités a comme conséquence :

- que les agents peuvent participer aux examens de carrière ou au cours de base quelle que soit l'entité pour laquelle ils sont organisés pour autant qu'ils réunissent les conditions de participation (articles 24 et 27 du projet) ;

- que l'autorité qui déclare un emploi vacant est compétente pour décider pour quelle entité ou administration l'examen de carrière exigé doit être réussi (article 19 du projet) ».

En d'autres termes, l'autorité qui publie un emploi de vacance (Comité de direction ou Comité de gestion du département considéré) décide quel type d'examen (un examen pour une entité spécifique ou un examen pour toutes les entités du SPF Finances) le candidat doit avoir réussi pour pouvoir postuler à l'emploi déclaré vacant (article 19, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du projet).

L'article 20, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du projet prévoit cependant que le Comité de direction ou de gestion peut décider, pour les promotions dans le niveau A, de tester les compétences techniques et/ou génériques des candidats (par ailleurs déjà lauréats d'un examen de carrière). Si le Comité de direction ou de gestion décide de classer les candidats, sur la base des points obtenus à l'issue de ce ou ces test(s), ceux-ci en sont préalablement avertis (article 20, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du projet).

Le Comité de direction ou de gestion peut ensuite également décider d'avoir un entretien avec tous les candidats lauréats de ces tests et les classer, au terme de cet entretien, en dérogeant au classement établi sur la base du ou des tests.

3.2. Indépendamment de la question de savoir si la démultiplication ainsi prévue des exigences mises à la progression de carrière va contribuer de manière positive à la mobilité au sein du SPF Finances, il importe de rappeler que dans un souci d'égal accès aux emplois publics, les procédures de vacance doivent dès le moment où elles sont lancées être suffisamment transparentes que pour que chacun qui y participe en connaisse le déroulement et les enjeux.

Il convient en conséquence que l'avis de vacance mentionne non seulement l'examen de carrière dont l'agent candidat doit être lauréat mais également quelles sont les épreuves (un ou plusieurs tests, un entretien, leurs nature et composantes respectives, et les conséquences liées à un échec de ces épreuves) qu'il aura à présenter.

Les articles 19 et 20 doivent dès lors être revus de manière à mieux se combiner entre eux compte tenu des observations qui précèdent.

3.3. Ceci étant, la question se pose de savoir en quoi une étape supplémentaire particulièrement singulière, à savoir un entretien, se justifie. Il conviendrait que le rapport au Roi explique pourquoi le choix d'un entretien vient s'ajouter à celui déjà offert au Comité de gestion ou de direction de recourir à des tests dont le caractère objectif apparaît mieux.

4. Une observation similaire vaut pour les articles 21, §§ 2 et 3, du projet en ce qui concerne la fonction d'expert dans une matière fiscale, et 22, § 2, du projet en ce qui concerne les promotions à une fonction dirigeante de la classe A 3 dans un service fiscal d'une administration générale fiscale.

### Article 19

1. Le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3, dispose que :

« S'il existe des raisons objectives liées à l'exercice de la fonction à attribuer, des exigences de fonction complémentaire à celles visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> peuvent être reprises dans l'avis de vacance d'emploi ou dans le profil de fonction ».

Cette disposition manque de clarté dès lors que l'alinéa 1<sup>er</sup> ne mentionne pas ni ne se réfère à des exigences de fonction « de base » par rapport auxquelles viendraient s'ajouter les exigences « complémentaires » du paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3.

2. Le paragraphe 2 dispose notamment que le paragraphe 1<sup>er</sup> ne porte pas préjudice au Statut des agents de l'État et à ses arrêtés d'exécution.

Le Conseil d'État n'aperçoit pas clairement le sens de cette précision dès lors que l'alinéa 1<sup>er</sup> prévoit, semble-t-il, des conditions d'accès à la promotion, au changement de grade et à la mutation plus strictes que celles du statut des agents de l'État.

### Article 20

Le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, vise les articles 26 et 26bis de l'arrêté royal précité du 7 août 1939. L'alinéa 4 ne vise plus que l'article 26 de l'arrêté royal précité du 7 août 1939, de même que le paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>. Il y a lieu d'harmoniser la référence à cet (ou ces) articles.

### Article 21

Le paragraphe 2 dispose que priorité est donnée aux candidats ayant déjà réussi certaines épreuves. Il en va ainsi même par rapport aux candidats ayant réussi les tests techniques prévus au paragraphe 3. Si telle est l'intention, il y a lieu de le préciser.

### Article 29

À l'alinéa 1<sup>er</sup>, dans la version française, il y a lieu d'écrire, *in fine* : « ...sont exclusivement réservées aux agents de l'État de niveau B ».

### Article 35

Dans la version française, il y a lieu de mentionner « § 1<sup>er</sup> », avant les mots « L'épreuve de qualification ».

### Article 38

1. L'alinéa 2 dispose que la proposition de promotion est faite par le président du Comité de direction. Le président sera toutefois tenu de présenter les candidats dans l'ordre de leur classement, conformément aux articles 31, § 1<sup>er</sup>, et 35, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>.

2. À l'alinéa 4, il est question de « dix jours ouvrables ».

Cette dernière notion ne recevant aucune qualification juridique précise et l'arrêté ayant vocation à s'appliquer dans des contextes dans lesquels la notion de jour ouvrable peut varier, il conviendrait soit de la définir, soit, de préférence, de prévoir un délai calculé en « jours ».

### Article 43

Il y a lieu de prévoir qui fixe les exigences de la fonction pour les niveaux A.

### Articles 61 et 62

L'article 61 retire les articles 1<sup>er</sup> à 3 de l'arrêté royal du 3 décembre 2009 'organique des services autres qu'opérationnels du Service public fédéral Finances'. L'article 62 abroge le même arrêté royal.

Dès lors que les articles 1<sup>er</sup> à 3 de l'arrêté royal du 3 décembre 2009 précité ne sont pas encore entrés en vigueur, le Conseil d'État n'aperçoit pas l'utilité de les retirer. En effet, un acte retiré est supprimé rétroactivement, de telle sorte qu'il est censé n'avoir jamais existé et n'avoir jamais produit d'effet. Cependant, du fait de leur non-entrée en vigueur, les articles précités n'ont jamais produit d'effet.

L'article 61 sera, dès lors, omis.

### Article 63

En vertu de l'article 63, le projet entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 5 à 8.

Pareille règle d'entrée en vigueur pour les dispositions autres que les articles 5 à 8 présente toutefois l'inconvénient que, si la réglementation est publiée à la fin du mois, ses destinataires ne disposeront pas du délai normal de dix jours pour s'y conformer, délai prévu en principe par l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires'.

La question se pose dès lors de savoir s'il ne serait pas préférable de remplacer l'article 63 par une autre disposition d'entrée en vigueur.

\*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

### ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

#### AANHEF

1. De wet van 20 juli 1990 moet vóór het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 worden vermeld.

2. Het koninklijk besluit van 8 augustus 1983 ‘betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de rijksbesturen’, dat het ontwerp geen rechtsgrond verleent en er evenmin door wordt gewijzigd, moet niet worden vermeld.

3. Het vijfde lid vermeldt het koninklijk besluit van 3 december 2009 ‘houdende regeling van de operationele diensten van de Federale Overheidsdienst Financiën’. Deze vermelding is slechts gerechtvaardigd indien het ontwerp dit besluit wijzigt. Alhoewel het ontwerp daarin niet voorziet, zou dit besluit inderdaad moeten worden gewijzigd als volgt:

1° artikel 1, dat een overbodige herhaling is van artikel 3 van het ontwerp, opheffen;

2° artikel 5 wijzigen teneinde de woorden “De Algemene administratie van de strijd tegen de fiscale fraude” te vervangen door de woorden “de Algemene Administratie van de Bijzondere Belastinginspectie”, gebruikt in artikel 3, 4°, van het ontwerp.

4. De teksten die door het ontwerp worden opgeheven moeten naar chronologische volgorde worden vermeld.

### DISPOSITIEF

#### Artikel 2

De bepaling onder 6° verwijst naar de artikelen 2 tot 6 van het koninklijk besluit van 3 december 2009 ‘houdende regeling van de operationele diensten van de Federale Overheidsdienst Financiën’.

Artikel 12 van dat besluit bepaalt echter dat het besluit “in werking [treedt] de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van de

artikelen 1 tot 7 van dit besluit die in werking treden op de datum vastgesteld door de Minister bevoegd voor Financiën”.

Er moet dus worden op toegezien dat het voorliggende ontwerpbesluit niet in werking treedt voordat de artikelen 2 tot 6 van het voornoemde koninklijk besluit van 3 december 2009 in werking treden.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 30, § 3, vierde lid, en 35, § 1, tweede lid, die eveneens naar de artikelen 2 tot 6 van het voornoemde koninklijk besluit van 3 december 2009 verwijzen.

## TITEL 2, HOOFDSTUK 1

Titel 2, hoofdstuk 1, met als opschrift “Organisatiestructuur van de Federale Overheidsdienst Financiën”, omvat de artikelen 3 tot 13.

Bepalingen die de organisatie van een ministerieel departement regelen, bezitten niet het reglementaire karakter dat ze krachtens artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State moeten hebben om onder de adviesbevoegdheid van de afdeling Wetgeving te kunnen vallen. Ze worden dus niet onderzocht.

## TITEL 3

1. In de bepalingen van titel 3 wordt veelvuldig verwezen naar artikelen van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 ‘betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel’ die nog niet bestaan maar waarin is voorzien in een ontwerp van koninklijk besluit ‘tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de overgang naar het niveau A’ waarover de afdeling Wetgeving op 27 december 2012 advies 52.494/2 heeft uitgebracht.

Er moet dus worden op toegezien dat het voorliggende ontwerpbesluit niet in werking treedt voordat het besluit ‘tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de overgang naar het niveau A’ in werking treedt.

2. De steller van het ontwerp wordt erop gewezen dat de afwijkingen van het administratief statuut van het rijkspersoneel ten opzichte van het gemene recht moeten kunnen worden gerechtvaardigd ten aanzien van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

3.1. Luidens artikel 19, § 1, eerste lid, van het ontwerp, vooronderstelt een bevordering, een verandering van graad of een mutatie dat de kandidaat geslaagd is voor het loopbaanexamen vermeld in het vacaturebericht.

Dusdoende beoogt het voorliggende ontwerp vorm te geven aan een van de nieuwigheden van de hervorming waarvan het deel uitmaakt, te weten, zoals in het verslag aan de Koning is aangegeven, “het wegvallen van de afsluitingen tussen de verschillende entiteiten van

de Federale Overheidsdienst Financiën (...) [die] de interne mobiliteit, op vrijwillige basis, binnen het departement [moet] verhogen”.

Voorts luidt het verslag aan de Koning als volgt:

“Het wegvallen van de afsluitingen tussen de verschillende entiteiten heeft tot gevolg:

- dat de ambtenaren mogen deelnemen aan de loopbaanexamens of basiscursussen ongeacht ten behoeve van welke entiteit ze worden georganiseerd, mits ze de deelnemingsvoorwaarden vervullen (artikelen 24 en 27 van het ontwerp);
- dat de overheid die een betrekking vacant verklaart bevoegd is om te beslissen ten behoeve van welke entiteit of administratie het vereiste loopbaanexamen dient te zijn geslaagd (artikel 19 van het ontwerp)”.

Met andere woorden: de overheid die een vacante betrekking bekendmaakt (directiecomité of beheerscomité van het betreffende departement), beslist voor welk soort examen (een examen voor een welbepaalde entiteit dan wel voor alle entiteiten van de FOD Financiën) de kandidaat geslaagd moet zijn om te kunnen solliciteren naar de betrekking die vacant is verklaard (artikel 19, § 1, tweede lid, van het ontwerp).

In artikel 20, § 1, eerste lid, van het ontwerp wordt echter bepaald dat het directiecomité of het beheerscomité kan beslissen om voor de bevorderingen binnen niveau A de technische en/of generieke competenties van de kandidaten te testen (die daarenboven reeds voor een loopbaanexamen geslaagd zijn). Indien het directie- of beheerscomité beslist de kandidaten te rangschikken op basis van de punten die op deze test(s) zijn behaald, worden de kandidaten hiervan voorafgaandelijk in kennis gesteld (artikel 20, § 1, tweede lid, van het ontwerp).

Vervolgens kan het directiecomité of het beheerscomité ook beslissen een onderhoud te hebben met alle kandidaten die voor deze tests zijn geslaagd en ze na dat onderhoud opnemen in een rangschikking die afwijkt van de rangschikking die is opgemaakt op basis van de test(s).

3.2. Los van de vraag of het grotere aantal vereisten dat wordt gesteld met betrekking tot de opbouw van de loopbaan een positieve bijdrage zal leveren aan de mobiliteit binnen de FOD Financiën, moet in herinnering worden gebracht dat zodra de procedures om te voorzien in een vacature worden opgestart, deze procedures met het oog op een gelijke toegang tot de overheidsbetrekkingen voldoende duidelijk moeten zijn opdat eenieder die eraan deelneemt op de hoogte is van het verloop en het doel ervan.

Het vacaturebericht moet bijgevolg niet alleen het loopbaanexamen vermelden waarvoor de kandidaat geslaagd moet zijn, maar moet ook vermelden waaruit het examen bestaat dat hij moet afleggen (een of meerdere tests, een onderhoud, de respectieve aard en onderdelen ervan, en de gevolgen wanneer hij niet voor deze examenonderdelen is geslaagd).

De artikelen 19 en 20 moeten dus worden herzien zodat ze beter op elkaar afgestemd zijn, rekening houdend met de voorgaande opmerkingen.

3.3. Na deze opmerkingen rijst de vraag in welk opzicht een bijkomende, bijzonder eigenaardige fase, te weten een onderhoud, te rechtvaardigen valt. In het verslag aan de Koning

zou moeten worden toegelicht waarom het beheerscomité of het directiecomité de keuze van een onderhoud wordt geboden bovenop de keuze om tests te gebruiken die duidelijk objectiever zijn.

4. Een soortgelijke opmerking geldt voor de artikelen 21, §§ 2 en 3, van het ontwerp, betreffende de expertenfunctie in een fiscale aangelegenheid, en 22, § 2, van het ontwerp, betreffende de bevorderingen tot een leidinggevende functie van klasse A3 in een fiscale dienst van een algemene fiscale administratie.

### Artikel 19

1. Paragraaf 1, derde lid, luidt als volgt:

“Indien er objectieve redenen zijn die in verband staan met de uitoefening van de te begeven functie kunnen bijkomende functievereisten dan deze in het eerste lid, worden opgenomen in het vacaturebericht of het functieprofiel”.

Deze bepaling is onvoldoende duidelijk daar in het eerste lid geen melding wordt gemaakt van, noch verwezen wordt naar de “basis”functievereisten, bovenop welke vereisten de “bijkomende” functievereisten van paragraaf 1, derde lid, zouden komen.

2. In paragraaf 2 wordt onder meer bepaald dat paragraaf 1 geen afbreuk doet aan het statuut van het rijkspersoneel en aan de uitvoeringsbesluiten ervan.

De betekenis van deze precisering is de Raad van State niet duidelijk, daar het eerste lid, naar het zich laat aanzien, strengere voorwaarden oplegt om in aanmerking te komen voor bevordering, verandering van graad en mutatie, dan het statuut van het rijkspersoneel.

### Artikel 20

In paragraaf 1, eerste lid, wordt verwezen naar de artikelen 26 en 26bis van het voornoemde koninklijk besluit van 7 augustus 1939. In het vierde lid wordt enkel nog naar artikel 26 van het voornoemde koninklijk besluit van 7 augustus 1939 verwezen, evenals in paragraaf 2, eerste lid. De verwijzingen naar dit artikel of deze artikelen moeten op elkaar worden afgestemd.

### Artikel 21

Paragraaf 2 bepaalt dat voorrang wordt gegeven aan de kandidaten die reeds voor bepaalde tests geslaagd zijn. Dat geldt ook zelfs ten aanzien van kandidaten die geslaagd zijn voor de technische tests waarin in paragraaf 3 wordt voorzien. Indien dat de bedoeling is, moet het duidelijker worden aangegeven.

### Artikel 29

Op het einde van het eerste lid van de Franse versie schrijve men “... sont exclusivement réservées aux agents de l'Etat de niveau B”.

### Artikel 35

In de Franse versie moet “§ 1” vermeld worden vóór de woorden “L'épreuve de qualification”.

### Artikel 38

1. In het tweede lid wordt bepaald dat het voorstel tot bevordering wordt gedaan door de voorzitter van het directiecomité. De voorzitter moet de kandidaten echter voordragen in de volgorde waarin ze gerangschikt zijn, overeenkomstig de artikelen 31, § 1, en 35, § 3, eerste lid.

2. In het vierde lid is er sprake van “tien werkdagen”.

Aangezien dit begrip in juridisch opzicht nergens duidelijk omschreven wordt en het besluit bestemd is om te worden toegepast in contexten waarin het begrip werkdag kan verschillen, zou het moeten worden gedefinieerd, ofwel zou, bij voorkeur, moeten worden voorzien in een termijn berekend in “dagen”.

### Artikel 43

Er moet worden bepaald wie de vereisten van de functie voor de niveaus A vaststelt.

### Artikelen 61 en 62

In artikel 61 worden de artikelen 1 tot 3 van het koninklijk besluit van 3 december 2009 ‘houdende regeling van de diensten andere dan operationele diensten van de Federale Overheidsdienst Financiën’ ingetrokken. Artikel 62 heft datzelfde koninklijk besluit op.

Daar de artikelen 1 tot 3 van het voornoemde koninklijk besluit van 3 december 2009 nog niet in werking zijn getreden, ziet de Raad van State niet in waarom ze moeten worden ingetrokken. Een ingetrokken handeling vervalt immers met terugwerking, zodat ze geacht wordt nooit te hebben bestaan en nooit gevolgen te hebben gehad. Maar de voornoemde artikelen hebben nooit gevolgen gehad omdat ze niet in werking zijn getreden.

Artikel 61 moet derhalve worden weggelaten.

### Artikel 63

Krachtens artikel 63 treedt het voorontwerp in werking de eerste dag van de maand na die waarin het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van de artikelen 5 tot 8.

Zulk een regeling van inwerkingtreding voor de andere bepalingen dan de artikelen 5 tot 8 heeft evenwel het nadeel dat, indien de regeling op het einde van de maand bekend wordt gemaakt, de adressaten ervan niet over de normale termijn van tien dagen zullen beschikken om zich aan de regeling aan te passen, welke termijn in principe geldt krachtens artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 'betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen'.

Vraag is dan ook of artikel 63 niet beter wordt vervangen door een andere bepaling tot vaststelling van de inwerkingtreding.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Yves KREINS